

Madame, Monsieur,

Le Président ne détermine pas à lui seul la politique de la France : «c'est le Gouvernement qui détermine et conduit la politique de la nation» et «il est responsable devant le Parlement» (article 20 de la Constitution). Avant tout élu pour faire barrage à Mme Le Pen, M. Macron ne doit pas pouvoir appliquer son programme de régression sociale au profit de la finance transnationale. Pour cela, il ne doit pas obtenir la majorité à l'Assemblée nationale et vous avez la possibilité d'agir dès aujourd'hui par l'élection des députés.

Sept millions d'électeurs se sont prononcés le 23 Avril pour l'Avenir en Commun, le programme porté par Jean-Luc Mélenchon. Avec ceux qui ont voté Macron dès le premier pour «voter utile», les électeurs du PS déçus par leurs dirigeants et les abstentionnistes qui désespèrent du fonctionnement actuel de notre démocratie, la France Insoumise aura une majorité parlementaire pour appliquer notre programme.

Notre programme, c'est l'écologie d'abord, parce que le dérèglement climatique fait peser sur l'écosystème une menace urgente. Sortir du nucléaire et des énergies carbonées à l'horizon 2050, c'est aussi relancer l'activité économique par les énergies renouvelables, l'agriculture, la recherche et l'industrie. En favorisant les PME/PMI, des millions d'emplois seront créés, résorbant le chômage et rendant à chacun le bien-être et la dignité.

Nous voulons partager la richesse, en rendant les impôts plus justes, en augmentant le SMIC, en limitant l'écart entre les salaires et en partageant le temps de travail. Nous voulons abroger la loi El-Khomri et empêcher le nouveau président de l'aggraver encore.

Nous voulons mettre fin à la confiscation de l'Etat par une caste de politiciens professionnels. Nous proposons par exemple que les diverses «indemnités» des députés, utilisées actuellement selon leur bon vouloir, soient gérées avec la participation des citoyens. Nous voulons construire de nouveaux traités qui prennent en compte la démocratie, l'environnement et le bien-être des populations. Parce que les traités européens et les accords de libre-échange mettent les peuples en concurrence, sortons en. Interdisons le statut de travailleurs détachés en France et instaurons un protectionnisme solidaire pour relocaliser la production et l'emploi.

Notre programme, c'est aussi assurer l'indépendance de la France et la promotion de la paix. Les tensions internationales s'intensifient et, par l'OTAN, il y a un grand risque que nous soyons entraînés dans des guerres. Sortons en et appuyons-nous sur l'ONU pour construire une nouvelle alliance des pays non alignés.

Voilà, en quelques mots, la philosophie de l'Avenir en commun. En le portant, nous porterons aussi vos préoccupations locales comme:

- la dégradation de notre environnement alpin (notamment la qualité de l'air) avec tous les risques inhérents pour la santé;
- la préservation des terres agricoles et le développement de l'agriculture paysanne ;
- la promotion des transports collectifs ;
- des solutions innovantes contre le coût excessif de la vie dans notre circonscription.

Avec votre force, la force du Peuple, nous croyons que tout cela est possible.

Jacques CAMBON, Nawal Jos

Candidats pour la France Insoumise





J'ai 68 ans, je suis ingénieur retraité et je vis depuis 8 ans à Pers-Jussy. Durant ma vie professionnelle j'ai exercé, parallèlement à mes responsabilités de chef de projets d'aménagement des eaux un peu partout dans le monde, diverses responsabilités syndicales au sein de mon entreprise. A la retraite je me suis engagé pleinement comme militant dans diverses associations pour la protection et la gestion publique de l'eau, contre les gaz de schiste, pour la transition climatique, contre la loi El Khomri, contre les accords de libre-échange...

Le programme l'Avenir en commun porté par Jean-Luc Mélenchon m'a convaincu que nos actions citoyennes pouvaient enfin trouver une traduction politique avec la France Insoumise. Je me suis donc engagé pendant la campagne présidentielle dans le Groupe d'appui des insoumis de Reignier. Les insoumis de notre 3ème circonscription de Haute-Savoie m'ont ensuite choisi comme leur porte-parole en tant que candidat à ces législatives.



J'ai 63 ans, je suis mère de 3 enfants et grand-maman.
J'ai longtemps exercé ma profession sur Genève.
Assistante de médecin. Profession qui n'existe pas en
France. Depuis la fin du lycée j'ai la conviction que
l'écologie et le féminisme sont les piliers d'un avenir
meilleur. Je n'ai jamais été encartée dans un parti
politique. En 2005 au sein d'ATTAC j'ai milité pour le
NON au referendum. J'ai été élue dans le comité de
mon association professionnelle, l'AGAM., dont j'ai été
présidente durant 6 ans et vice présidente de l'association
faîtière au niveau Suisse durant 2 ans. Durant cette
période j'ai siégé au sein de l'assemblée cantonale du
syndicat UNIA à Genève.

Convaincue par la lecture du programme l'Avenir en Commun, j'ai alors rejoint ce mouvement vivant et inédit des Insoumis. A la demande du groupe j'ai accepté de me présenter en tant que suppléante. Soucieuse de faire de la politique autrement je me présente au suffrage pour «porter la parole» du groupe 74-3ème circonscription et de ses Insoumis.

Nous vous demandons de nous faire confiance pour représenter VOS INTÉRÊTS, conformément au programme l'Avenir en Commun, au sein de l'Assemblée Nationale, tout en restant à l'écoute de VOS ATTENTES et de VOS CHOIX.



Pour avoir un véritable contre-pouvoir, formons une majorité parlementaire à l'Assemblée Nationale

Aux présidentielles, nous avons eu une majorité CONTRE le Front National aux législatives, construisons une majorité POUR l'Avenir en Commun

Si les 7 millions d'Insoumis votent de nouveau pour l'Avenir en Commun nous serons au 2^{ème} tour dans 541 circonscriptions, soit 78%

UNE AUTRE MAJORITE EST POSSIBLE

